

ADN - Journées d'études 2023

Atelier déchets (8 juillet 2023)

Exposé d'Elisabeth sur la position d'ADN (voir <http://collectif-adn.fr/2020/dechets-positionADN.html>) : éviter de parler de solutions alternatives au stockage en profondeur. D'abord il n'y a pas de solutions sans problème. Ensuite toute solution sert à dégager de la place pour les déchets qu'on continue à produire (la Cour des Comptes pousse elle aussi à trouver une solution pérenne). Et, sur le plan idéologique, cela incite à continuer le nucléaire puisqu'on a des solutions. Donc la première condition à poser avant tout débat sur l'avenir des déchets, c'est d'avoir obtenu l'arrêt du nucléaire (ne serait-ce que pour pouvoir faire un inventaire fiable de tout ce qui existe déjà).

(Premier débat sur cette position. Beaucoup pensent qu'il faut savoir la moduler en fonction de la problématique locale. Exemples : Malvesi où les piscines débordent et les habitants cherchent des solutions ; la bataille sur le plutonium gagnée par classement en IN ; à La Hague, il y a des fuites sur le site de stockage, Orano dit qu'elles ne sont pas dangereuses pour la population mais la population s'inquiète.)

L'exemple des USA :

- les conteneurs d'Areva adoptés dans le dépôt de déchets nucléaires en surface de San Onofre en Californie, supposés résister pendant 300 ans, ont fui après les manipulations de la mise en place. Aucune possibilité d'intervention à cause de la radioactivité, donc les choses restent en l'état.
- le WIPP, lieu d'enfouissement d'une configuration proche de celle de Cigeo, a déjà connu deux incendies (cf. bulletin n°92 de la Criirad).

Débat :

- Il faut en tout cas s'opposer à toute « solution » qui comporterait du transport de matériaux radioactifs, car cela contribuerait à la dissémination de la radioactivité. Mais là encore difficulté, car il peut y avoir mise en danger des populations locales par contamination de l'eau.
- Il faut dénoncer les situations dangereuses sans s'aventurer à proposer des solutions qui n'existent pas.
- Il est important de donner de l'information aux gens qui s'interrogent et refusent les solutions qu'on leur impose localement.
- Dans la logique des pompiers, on sauve ce qui peut l'être. Donc Bure qui n'est pas contaminé ne doit pas l'être.
- La présence de plutonium à la Hague (80 tonnes) pose le problème de la sécurisation. Tout entrepôt de déchets nucléaires suppose une surveillance renforcée, donc la militarisation...
- La sécurisation suppose-t-elle forcément la militarisation ? Elle serait sûrement bien mieux prise en charge par les travailleurs que par les nucléocrates.
- Il y a convergence entre l'Andra et les antinucléaires pour dire que les solutions trouvées ne sont qu'à court terme. La loi Bataille, qui imposait d'étudier d'autres solutions que l'enfouissement, n'a pas été respectée.
- Dans notre système « démocratique », on a du mal à prendre la mesure de la violence exercée par les technocrates qui nous ont imposé le nucléaire sans aucune solution pour les déchets et sans débat, avec la complicité de l'appareil d'Etat. Pourtant il faudra bien se débarrasser de cette technocratie si l'on doit un jour, après l'arrêt du nucléaire, décider collectivement des solutions les moins dangereuses à adopter et assurer rationnellement leur mise en œuvre.
- On aura toujours besoin des techniciens, car on ne maîtrise pas les arcanes de la technologie nucléaire.
- Les techniciens de terrain, eux, peuvent mettre leur savoir au service de la population.